Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article3157

"L'urgence d'une autre économie"

- Actualités -

Date de mise en ligne : lundi 24 octobre 2011

Description :

Nous publions ici le texte publié à l'initiative de Claude Alphandéry et des EGESS et les signatures qu'il a recueillies à ce jour.

Rencontres Sociales

Nous publions ici le texte publié à l'initiative de Claude Alphandéry et des EGESS et les signatures qu'il a recueillies à ce jour.

"La crise qui pèse sur les peuples n'est pas seulement financière, elle est économique, écologique, sociale, morale et politique.
La rigueur imposée par la gestion de la dette réduit le pouvoir d'achat, l'emploi et la compétitivité des entreprises. Elle réduit donc les chances de reprise tout en en aggravant la situation des classes moyennes comme celle des plus faibles. Les classes dirigeantes font encore semblant de croire à des mesures de régulation très partielles qui continuent à faire la part belle à ceux qui bénéficient du système financier.
Sommes nous condamnés à des secousses de plus en plus violentes de la nature, de la société, de l'économie, de la finance pour que les dirigeants agissent sur ce modèle économique dominé par une course effrénée vers le profit ?

Nous savons qu'une autre voie est possible et réaliste, permettant une transition écologique et sociale pour une autre économie fondée sur la solidarité.
Cette voie implique :
D'autres rapports démocratiques, par une écoute et une expression publique des citoyens et de leurs organisations représentatives,
Une autre conception de la richesse dans sa nature et dans sa répartition,
Une approche différente de la mondialisation, et de la construction européenne en cherchant des relations équitables entre l'ensemble des acteurs,
Un développement des échanges marchands appuyés sur la coopération et non sur un excès de compétition pour le seul profit,
Un développement des échanges non marchands, donnant toute leurs places aux besoins fondamentaux des citoyens,
Le respect des ressources naturelles comme bien commun et le souci des générations futures,
L'éducation, la prévention et la culture comme des enjeux déterminants de l'évolution de la société.

Il est temps que cette voie soit reconnue et entendue pour que nous puissions engager une révolution tranquille en réponse aux crises que nous traversons. Le dualisme Marché Etat ne suffit plus ; il devient indispensable de tenir compte des apports de la société civile à travers ses engagements économiques et citoyens.
Cette perspective n'est pas utopique, elle est déjà mise en oeuvre dans le cadre d'une Economie Sociale et Solidaire (ESS) qui a connu en quelques décennies un essor important sur plusieurs continents.

A la tradition vivante de l'économie sociale représentée par les associations, les coopératives et les mutuelles dans lesquelles le pouvoir ne dépend pas du capital, se sont ajoutées les innovations portées par l'économie solidaire voulant démocratiser l'économie à partir d'engagements citoyens.
L'économie sociale et solidaire est aujourd'hui une force économique encore trop ignorée qui représente 10 % de l'emploi en France, 215 000 employeurs et 2,3 millions de salariés. Déjà de multiples initiatives en son sein montrent qu'il est possible de convertir l'indignation en action. Elle peut donc redonner un espoir politique.

Nous demandons aux politiques, décideurs citoyens, d'intégrer dans leur réflexion l'ensemble de nos propositions pour faire basculer le modèle actuel, en particulier :

- Transformer le système financier en le mettant d'abord au service des entreprises et des particuliers,
- Encourager la réduction des écarts de rémunération au sein des entreprises notamment en instituant une échelle des salaires raisonnée et raisonnable,

Copyright © Rencontres Sociales

- Taxer les transactions financières internationales,
- Développer des pôles territoriaux de coopération économique avec tous ceux qui constituent le coeur de l'économie locale,
- Inscrire et financer l'innovation sociale dans les politiques publiques, nationales et européenne,
- Intégrer les approches de l'économie sociale et solidaire dans la formation initiale et continue, soutenir les formes d'éducation promue par celle ci (éducation populaire, pédagogie alternative...).

C'est à ce nouvel élan indissociablement politique et économique qu'appellent toutes les composantes d'une économie sociale et solidaire tenant à sa diversité mais consciente de l'importance de son unité pour favoriser une transition écologique et sociale qui passe par le renforcement de la démocratie. Si nous voulons changer de paradigme, si nous voulons un futur plus accueillant aux jeunes générations, il est temps de reconnaitre le poids politique et économique des acteurs de l'économie sociale et solidaire

Organisations signataires
L'association ChantierEcole, l'Atelier Ile de France, CAP 21 (Citoyenneté Action Participation pour le 21ème siècle), le CNCRES (Conseil Régional des Chambres de l'Economie Sociale), le CNEI (Conseil National des Entreprises d'Insertion), le CNLRQ (Comité National de Liaison des Régies de Quartiers), la C.G.T. (Confédération Générale du Travail), le Coorace Solidaires Pour l'emploi (Fédération nationale Coordination des Organismes d'Aide aux Chômeurs par l'Emploi), Entreprises Coop FR, la FNARS (Fédération Nationale d'Accueil et de Réinsertion sociale), Finansol, la Fonda, la Fondation MACIF, le Groupe Id'ées, le Groupe Vitamine T, Habitat & Humanisme, les Jardins de Cocagne, la Fraternelle en Sciences, Arts et Social, le Marché Citoyen, le MES (Mouvement pour l'Economie Solidaire), la PFCE (PlateForme pour le Commerce Equitable), le Mouves (Mouvement des Entrepreneurs Sociaux), le MRJC (Mouvement Rural Jeunesse Chrétienne), la NEF (Nouvelle Economie Fraternelle), la CGSCOP (Confédération Générale des Sociétés Coopératives & Participatives), le RTES, (Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire), l'UFISC (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles), CELAVAR, l'Union nationale des CPIE (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement), l'Union nationale études ET chantiers.

Liste des signataires
Michel Adam, Sophie Alary (Fnars), Amandine Albizzati, (la Nef), Claude Alphandéry (Président du Labo de l'ESS), Marc Alphandéry (AMAP), Maurice Antoine (Vice Président du Grand Toulouse), Dominique Balmary (Président de l'Uniopss), Yvon Bec, (Président de l'union nationale des CPIE), Jean Marc Borello (Président du Mouves), Jacky Blanc (la Nef), Christiane Bouchart (Présidente du RTES), Zinn Din Boukhenaissi (Délégué général du CNLRQ), Flora Boulay (Conseillère municipale de Marseille) Jean Marc Brûlé (Conseiller régional Ilede France, Président de l'Atelier Ile de France), Jean François Connan, Jean Pierre Caillon (Président de l'Association Chantier Ecole), Philippe Chesneau (Conseiller Régional PACA), Christophe Chevalier (Président du Coorace), Pierre Choux (Président du Groupe Id'ées), Alain Cordesse (Président d'Usgeres), Jean Marc de Boni, (Président du directoire de la Nef), Georges d'Andlau (Président de la Plate Forme pour le Commerce Equitable), Jean Baptiste de Foucauld (Pacte Civique), Richard Debauve (Président du Groupe Envie), Véronique Descacq (Secrétaire nationale de la CFDT), Sophie Desmazery (Directrice de Finansol), François de Witt (Président de Finansol), Jean Claude Detilleux (Président de Entreprises COOPFR), Bernard Devert (Président de Habitat & Humanisme), André Dupon (Président du Groupe Vitamine T), Joelle Faguer (Conseillère régionale PACA), Laurent Fraisse (Chercheur au Cnrs), Patrick Gèze (Secrétaire général de l'Avise), Tarik Ghezali, Jérémie Godet (Président du MRJC), Etienne Fernandez (Carrefour des Pays Lorrains), Richard Hasselmann (Président de Libr'acteurs), Jean Guy Henckel (Directeur des Jardins de Cocagne), Madeleine Hersent (Présidente ADEL), Philippe Hervieu, (Vice Président du Conseil régional Bourgogne), Thierry Hofer (Adjoint au Maire de Pessac), Christine Illana (Association La Fraternelle en Sciences, Arts & Social), Cyril Kretzchmar, Laurent Laïk (Président du CNEI), Bruno Lasnier (Président du MES), Isabelle Laudier, Jean Louis Laville (Professeur au CNAM), Jean Michel Lécuyer (Directeur général Sifa), Patrick Lenancker (Président de la Confédération générale des SCOP), Corinne Lepage (Députée européenne), Françoise Leroy (Vice présidente du Coorace), Daniel Le Scornet (Président de l'Association La Fraternelle en Sciences, Arts & Social), Nicole Maestracci (Présidente de la FNARS), Denis Maïer (Délégué national études ET chantiers), Edmond Maire, Caroline Naett (Secrétaire générale Entreprises Coop FR), Patrice Nicolas (Président de l'Union nationale

Copyright © Rencontres Sociales

études ET chantiers), Alain Philippe (Président de la Fondation Macif), Jean Paul Planchou (Vice président chargé du développement économique, de l'innovation et des nouvelles technologies, de l'ESS), Eric Pliez (Membre du bureau de la Fnars), Brigitte Plisson (Présidente Ile de France Active), Marie Christine Pons (Conseillère régionale Midi Pyrénées), Sébastien Ravut (Fondateur du site le marchecitoyen.net), Christian Sautter (Président de France Active), Hugues Sibille (Président de l'Avise, Vice Président du Conseil Supérieur de l'Economie Sociale), François Soulage (Président du Secours Catholique), Pascal Trideau (Directeur général de la Confédération Générale des SCOP), Christian Valadou (Président d'Aquitaine Active), Pierre Vanlerenberghe, (Président de la Fonda), Patrick Viveret (Collectif Richesses, Vice Président de l'Association Sol), Jean Pierre Worms.

Copyright © Rencontres Sociales